



**mission
inclusion**

**Revue de presse
1er au 15 juillet 2023**



Table des matières

Mission inclusion	4
RIEN A SIGNALER	5
Champs d'action au Québec	6
Crise du logement, « crise humanitaire »	7
La Presse+ (La Presse) – 2 juillet 2023 - p. ACTUALITÉS_3	7
Nouveaux logements pour personnes autistes autonomes à Sherbrooke	13
La Tribune – 3 juillet 2023 – site web	13
La situation du logement à Montréal et à Gatineau est intenable, dénonce le FRAPRU	15
Radio-Canada – 4 juillet 2023 – site web	15
Un « remboursement pour l'épicerie » envoyé par Ottawa aux plus démunis mercredi	17
Le Devoir – 4 juillet 2023 – site web	17
1ER JUILLET : Près de 500 ménages n'ont pas trouvé de logement	19
Le Devoir – 5 juillet 2023 - p. A5.....	19
Lamontagne veut protéger encore mieux les terres agricoles	21
La Voix de l'Est – 6 juillet 2023 – site web.....	21
Une aide financière du Canada pour 11 millions de personnes à faible revenu	23
L'Info de la Lièvre - 6 juillet 2023 – site web.....	23
Ottawa annonce 308 millions \$ pour des projets de logement abordable au Québec	24
Radio-Canada – 7 juillet 2023 – site web	24
« On est en train de voir naître un Downtown Eastside à Montréal »	26
Radio-Canada – 7 juillet 2023 – site web	26
7,8 M\$ pour des logements abordables à Laval	29
Courrier Laval – 7 juillet 2023 – site web.....	29
Québec débourse 34 millions \$ de plus pour les banques alimentaires	31
Radio-Canada – 7 juillet 2023 – site web	31
Quand le cirque célèbre « l'étrangeté »	33
Le Devoir – 10 juillet – p. B7	33
Des intervenants sociaux déployés dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	36
La Presse – 11 juillet 2023 – site web	36
III ALIMENTATION : Compromis rime avec épicerie	38
Le Devoir – 14 juillet 2023 - p. A6.....	38
Lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale : le RASST dépose son mémoire	41
Info Dimanche – 14 juillet 2023 – site web	41
Champs d'action à l'international	42
Forte augmentation de la faim au tigre selon l'ONU	43
Africanews – 5 juillet 2023 – site web.....	43



INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE : UN TIERS DE LA POPULATION MONDIALE CONCERNÉ

44

CCFD Terre Solidaire – 12 juillet 2023 – site web..... 44

ANGÉLIQUE KIDJO REÇOIT LE PRIX NUIITS D'AFRIQUE POUR LA FRANCOPHONIE

L'Initiative – 14 juillet 2023 – site web 46

Nigeria : le président Bola Tinubu déclare l'état d'urgence sur la sécurité alimentaire

Agence Ecofin – 14 juillet 2023 – site web 48



Mission inclusion



RIEN A SIGNALER



Champs d'action au Québec



Crise du logement, « crise humanitaire »

LA PRESSE+ (LA PRESSE) – 2 JUILLET 2023 - P. ACTUALITÉS_3

Par : Lila Dussault; photos : Olivier Jean

<https://www.lapresse.ca/actualites/2023-07-02/la-presse-a-gatineau/crise-du-logement-crise-humanitaire.php>

La Presse à Gatineau

Incapables de trouver un logement – et même un lit pour la nuit –, des dizaines de personnes à Gatineau vivent dans des tentes dans le plus grand dénuement. Et faute de ressources, des organismes ne peuvent attaquer de front les défis que pose l'explosion de l'itinérance.

Plus de besoins, moins de services

Dans la nuit de mardi à mercredi, Jean-François Bourgon a versé du Purell dans un chaudron. Il a allumé le liquide inflammable pour chauffer son abri de fortune, en bordure du ruisseau de la Brasserie, à Gatineau. C'est là qu'il habite depuis un an et demi, à moins de trois kilomètres du parlement à Ottawa.

Enveloppé d'une couverture, un litre de lait au chocolat à la main, l'homme de 38 ans est catégorique : s'il réussissait à avoir un logement, il ne serait pas ici.

« Comment je me sens ? Décâlé. Découragé », laisse-t-il tomber en flattant London, une chienne adoptée depuis le début de son itinérance.

Les abris de fortune se sont récemment multipliés dans le boisé en bordure du ruisseau de la Brasserie, à Gatineau, une ville où la crise du logement est particulièrement sévère. Il y avait une dizaine de tentes en novembre. Une trentaine à la mi-mai. Et une soixantaine lors de notre passage, à la fin juin.

« En ce moment, si je rencontre une nouvelle personne en situation d'itinérance, tout ce que je peux faire, c'est l'amener dans un parc pour qu'elle puisse dormir », dénonce Sasha Yakimishan, travailleuse de rue depuis quatre ans au Centre de prévention et d'intervention en toxicomanie de l'Outaouais (CIPTO).

Elle n'avait jamais rien vu de tel.

Nous, notre rôle, c'est d'amener les gens vers les services. Mais il n'y en a pas, de services !

Sasha Yakimishan, travailleuse de rue au Centre de prévention et d'intervention en toxicomanie de l'Outaouais

Jean-François Bourgon s'est retrouvé à la rue alors qu'il perdait son emploi dans la construction, raconte-t-il. Derrière lui se dresse une tente recouverte d'un abri fait à l'aide d'une bâche. Un cercle de feu – éteint –, des chaises et un vélo complètent son lieu de vie. Tout autour, des dizaines d'autres abris sont disséminés sous les arbres.

Certains ne sont plus que des ruines, d'autres sont entretenus avec soin. De l'autre côté du ruisseau, à travers les pépiements d'oiseaux, on entend le trafic de l'autoroute 50.



Inquiétude dans l'air

« On regarde cette population-là, qui augmente de jour en jour, et on n'a pas encore les retombées des évictions et des personnes qui ne se seront pas trouvé de logis au 1^{er} juillet », lance, inquiète, Lise Paradis, directrice générale du refuge le Gîte Ami.

De la fenêtre de son bureau, elle a vue sur le campement.

Ça va faire sept ans que je suis ici. On n'a jamais vu ça.

Lise Paradis, directrice générale du refuge le Gîte Ami

Le Gîte Ami offre 55 lits d'urgence, a confirmé le CISSS de l'Outaouais. Ce sont les seuls pour tout l'Outaouais destinés aux adultes. Ils sont occupés chaque nuit, et une nouvelle liste d'attente voit le jour tous les matins, confirme M meParadis.

« Il n'y a aucun endroit pour les personnes [en situation d'itinérance] », résume Yves Séguin, directeur général du CIPTO.

Une crise sans précédent

Il y a moins de logements disponibles à Gatineau et ils sont plus chers que dans toutes les autres grandes villes du Québec, y compris Montréal.

« Nous, dans nos différents projets, on a des gens qui travaillent ou qui étudient à temps plein », souligne M meParadis.

Dans ce contexte, l'itinérance ne cesse de s'amplifier. Entre ceux qui viennent de basculer dans la rue, ceux qui consomment des drogues dures et ceux qui ont des problèmes psychiatriques, le mélange est explosif.

Au point que des organismes qui leur venaient en aide ont craqué sous la pression et jeté l'éponge (voir le dernier onglet). Les solutions n'apparaîtront pas à court terme, ont indiqué à La Presse la Ville de Gatineau et le CISSS de l'Outaouais. Résultat : non seulement l'itinérance a augmenté, mais les services ont diminué au cours des derniers mois.

« Moi, je dis qu'on vit une crise humanitaire », affirme M meParadis. « La situation est sans précédent, c'est du jamais vu dans le centre-ville de Hull », renchérit Michel Kasongo, directeur général de la Soupe populaire.

Au printemps, certains organismes ont demandé l'intervention de la Croix-Rouge ou l'annonce de mesures d'urgence. Leur appel a été porté jusqu'à l'Assemblée nationale par la co-porte-parole de Québec solidaire Manon Massé. Le 8 juin, elle a aussi interpellé le ministre responsable des Services sociaux, Lionel Carmant, dans une lettre dont La Presse a obtenu copie. Elle n'a jamais eu de réponse.

« Nous suivons de près la situation de l'itinérance en Outaouais avec le soutien des députés locaux, nous a indiqué le cabinet du ministre Lionel Carmant dans une déclaration écrite. Nous sommes également en lien avec les organismes communautaires sur le terrain et le CISSSO. Le



ministre [Lionel] Carmant a de plus rencontré la mairesse [France] Bélisle en mai dernier pour discuter des actions à poser. Nous poursuivrons notre collaboration. »

Pour Manon Massé, les besoins sont clairs : il faut davantage de lits d'urgence, un centre communautaire où les gens pourraient aller le jour et des mesures pour limiter la crise du logement, détaille-t-elle en entrevue. « Il faut que l'argent descende, et à ce jour, on est toujours dans le néant. »

Le minimum

En attendant des mesures à long terme, la Ville de Gatineau a décidé de tolérer le campement.

Au moment de notre passage, des toilettes venaient d'être installées par le CISSS de l'Outaouais dans le stationnement de l'ancien aréna Robert-Guertin. Des douches devraient aussi être livrées, ont confirmé plusieurs intervenants. Pour l'eau potable, les campeurs peuvent utiliser l'eau d'un boyau d'arrosage du Gîte Ami.

Un conteneur à poubelles – jugé insuffisant par les campeurs – est fourni par la Ville. Un chapiteau planté sur l'asphalte, avec quelques tables, complète le tableau.

« J'aimerais qu'il y ait des logements abordables, parce qu'une chambre à 1200 \$... Moi, j'ai besoin d'un toit, j'ai besoin d'être traité comme les autres ! », témoigne Yann Meunier. Ce musicien et son chihuahua Moka ont atterri dans le campement après avoir subi un incendie, il y a plus d'un an.

Un peu plus loin, Élodie a planté un potager à côté d'un coquet campement. « Ce n'est pas parce que tu es une mauvaise personne que tu te retrouves ici », rappelle-t-elle.

Pour Caroline Leblanc, spécialiste des campements au Québec et doctorante à l'Université de Sherbrooke, ce qui se passe à Gatineau le distingue du reste de la province. « Moi, je défends le droit d'habiter dans la ville, mais les gens qui veulent des ressources devraient y avoir accès. On ne peut pas juste les mettre là et les oublier ! »

1730 \$... pour un trois et demie

Vous voulez payer plus ? Ne cherchez plus ! C'est à Gatineau qu'on trouve les loyers les plus chers au Québec, et où il y en a le moins. Bienvenue dans l'une des pires crises du logement de la province.

En date du 28 juin, l'Office d'habitation de l'Outaouais avait reçu 655 demandes d'aide à la recherche de loyer, selon son directeur général, Alexandre Héroux-Thériault.

C'est autant que dans la ville de Québec à pareille date, même si la population de la capitale est presque le double de celle de Gatineau.

C'est aussi à Gatineau que le coût des loyers a connu la plus forte hausse : 9,1 % pour les logements de deux chambres, selon le plus récent rapport de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). « Du jamais vu depuis que les données sur les loyers sont disponibles », précise la SCHL.



En 2022, le coût moyen d'un logement vacant de deux chambres était de 1500 \$, selon la SCHL. Si on se fie aux données de Rentals.ca, en juin 2023, un trois et demie coûtait en moyenne 1732 \$ à Gatineau, et un quatre et demie, 1876 \$.

Consultez un rapport de la SCHL de janvier 2023

Pire encore, le pourcentage des loyers accessibles aux ménages à faible revenu est de 8 % à Gatineau, selon la SCHL, soit le taux le plus bas au Québec. Par comparaison, ce taux est de 23 % à Montréal et 25 % à Québec.

« Le constat qu'on fait à Gatineau, c'est qu'on voit désormais des papas, des mamans et des enfants qui se retrouvent dans des tentes », déplore en entrevue le président du comité exécutif de la Ville de Gatineau, Daniel Champagne. « Avec un taux d'inoccupation de 0,8 %, on va se le dire, pour les plus vulnérables de notre société, c'est un taux d'inoccupation de 0 %. »

Martine, 53 ans, fait les frais de la crise du logement depuis sa séparation. Elle vit dans un logement de dépannage avec ses deux adolescentes depuis plus d'un an, et est désormais en attente d'un logement en HLM. « Nos logements de dépannage sont occupés à pleine capacité, dénonce François Roy, directeur de Logemen'Occupe. Et on ne sait pas trop comment ça va s'enligner pour le 1^{er} juillet. »

En date du 28 juin, six ménages étaient logés à l'hôtel à Gatineau.

À mi-chemin entre l'Ontario et le Québec

La proximité d'Ottawa, où les loyers sont encore plus chers, amplifie la crise. En 2022, pour la première fois en 50 ans, plus d'Ontariens se sont installés au Québec que l'inverse.

Lisez notre article « Outaouais : les Ontariens traversent la rivière »

Les coûts de construction sont aussi plus élevés à Gatineau, ajoute M. Champagne. Dans les dernières années, la Ville a mis différentes stratégies en place pour faire face à la crise : un comité-choc pour favoriser la construction et une nouvelle stratégie sur l'abordabilité.

Malgré tout, les gens qui se retrouvent à la rue à Gatineau sont désormais des personnes qui veulent se trouver un logement, mais qui en sont incapables, reconnaît M. Champagne. « Le visage de l'itinérance, il a changé. »

Des organismes à bout de souffle

Des intervenants qui se retrouvent à l'hôpital à cause de la violence. Une halte-chaleur surpeuplée. Des toilettes bouchées à répétition. Certains organismes ont jeté l'éponge face aux défis que représente l'explosion de l'itinérance au centre-ville de Hull.

« Il n'y a plus d'organismes qui veulent gérer la halte-chaleur. Et nous, c'est fini », explique Sylvain Laflamme, directeur général du Bureau régional d'action sida de l'Outaouais (BRAS).

Cet organisme avait été chargé de s'occuper de la halte-chaleur établie dans l'ancien aréna Robert-Guertin. C'est à cet endroit qu'environ 80 lits d'urgence se trouvaient pendant la pandémie. Des lits disparus depuis 2021.



La halte-chaueur, qui permettait aux sans-abri de se laver et de se réchauffer, a fermé le 15 mai dernier. Pendant des mois, elle avait fait les manchettes en raison d'épisodes de violence et d'insalubrité.

« Ça n'allait pas bien, souligne M. Laflamme. On se retrouvait avec 40 à 60 personnes dans une même salle, des gens [aux facultés affaiblies] et d'autres avec de grands problèmes de santé mentale. »

Et au milieu de tout ça, des personnes nouvellement à la rue, ajoute Yves Séguin, directeur général du Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais (CIPTO). « Ces gens nous demandaient : "On va où ?" Et nous on leur disait d'aller à la halte-chaueur, où il n'y avait pas de lits où dormir, avec beaucoup de monde très désorganisé. »

La soupe populaire ferme ses portes

En avril, la Soupe populaire de Hull, organisme qui servait de 150 à 180 repas midi et soir dans le secteur, a aussi fermé partiellement son service au centre-ville. Avant la pandémie, la salle communautaire accueillait la population à faible revenu et itinérante, sans problèmes de cohabitation, témoigne son directeur général, Michel Kasongo.

On s'est retrouvés à devenir une ressource destinée aux personnes en situation d'itinérance majeure, mais sans les moyens nécessaires pour répondre aux besoins de ces gens-là.

Michel Kasongo, directeur général de la Soupe populaire de Hull

Les intervenants sur place ont commencé à vivre de la violence, au point de devoir aller à l'hôpital. Les pauvres du quartier se sont mis à éviter les lieux.

Or, l'endroit était un point de rendez-vous pour plusieurs autres services : infirmiers, travailleurs sociaux, clinique juridique.

Désormais, on sert une centaine de repas à emporter pour le souper, ce qui ne répond pas à la demande, ajoute M. Kasongo.

Le service de la Soupe populaire de Hull pourrait rouvrir rapidement si le financement de l'organisme était bonifié pour qu'il ait accès à des services de sécurité et de nettoyage, notamment, soutient M. Kasongo. Mais jusqu'à présent, le CISSS de l'Outaouais n'a pas répondu positivement à sa demande, affirme-t-il.

Une nouvelle ressource l'an prochain ?

Un nouveau projet en lien avec l'itinérance devrait voir le jour à moyen terme à Gatineau. Sa forme et son financement ne sont pas encore établis.

Un appel de projets a été fait par le CISSS de l'Outaouais en juin. Les projets ne seront analysés qu'en octobre prochain, a indiqué par courriel Qeren Boua, du service des relations avec les médias.



La Ville de Gatineau, elle, est prête à investir de 4 à 5 millions de dollars supplémentaires. « Mais il va falloir voir comment ça se traduit », soutient le président du conseil exécutif, Daniel Champagne, en entrevue.

Seule nouveauté : un nouveau « hub » verra le jour en août dans un CLSC à un kilomètre du campement pour accompagner les familles et personnes sans-abri « qui demandent des services », a précisé M meBoua.

Pour des intervenants sur le terrain, ce type de discours n'est pas rassurant. « Malheureusement, on considère que rien n'a été fait, et que [les autorités] ne reconnaissent pas l'urgence d'assurer les besoins minimaux pour ces gens-là », déplore l'avocate Anne Thibault, coordonnatrice de la Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais (CIDSO).

[Retour à la table des matières](#)



Nouveaux logements pour personnes autistes autonomes à Sherbrooke

LA TRIBUNE – 3 JUILLET 2023 – SITE WEB

Par : Emie Charpentier

<https://www.latribune.ca/actualites/actualites-locales/sherbrooke/2023/07/03/nouveaux-logements-pour-personnes-autistes-autonomes-a-sherbrooke-V7XFBLPCGVAVZFM7666CUPDR7A/#:~:text=La%20Ville%20de%20Sherbrooke%20annonce,la%20r%C3%A9gion%20et%20au%20Qu%C3%A9bec.>

La Ville de Sherbrooke annonce l'acquisition d'un terrain au 150 rue Vimy, dont un pour la construction de 21 logements consacrés à des personnes autistes autonomes. Il s'agit du premier projet de ce genre à voir le jour dans la région et au Québec.

Ce projet est organisé par la Coopérative de solidarité l'Envolée qui souhaite créer un milieu de vie inclusif et abordable pour les adultes autistes autonomes. Dominic Longpré, mère d'un garçon de 23 ans atteint du spectre de l'autisme, se réjouit de cette nouvelle.

« Moi je capotais, j'étais tellement contente parce que je ne savais pas si Vincent allait être capable d'être autonome un jour, d'être en appartement seul », énonce-t-elle avec enthousiasme.

Lorsque son mari et elle ont reçu le diagnostic de leur fils Vincent il y a de cela plus de 20 ans, les deux parents étaient sous le choc. Plusieurs questionnements envahissaient leurs esprits.

« Va-t-il être capable d'aller à l'école, de conduire, d'apprendre un métier et de gagner sa vie? Autrement dit, d'être autonome? » évoque la mère de famille.

Des questions que tous les parents se posent, mais qui, pour ceux qui ont un enfant atteint du spectre de l'autisme, continuent de tourner dans leur tête durant des années sans obtenir de réponses. Et la question qui inquiète le plus Mme Longpré est : « Qu'arrivera-t-il à mon fils quand on va mourir? Qui prendra soin de lui? »

« Pendant 20 ans, cette question-là a tourné sans cesse dans ma tête. Je n'ai jamais trouvé de réponses jusqu'à tout récemment. Jusqu'à ce que je fasse la rencontre de parents comme moi, qui se posent les mêmes questions que moi depuis aussi longtemps, sans avoir de réponses », explique-t-elle.

Mme Longpré s'est rendue à Autisme Estrie pour voir quels étaient les services offerts afin d'aider son fils. En tant que parent, elle soutient qu'il est parfois difficile de connaître les ressources offertes pour ce type de condition. Elle a entendu parler du projet et a tout de suite voulu s'impliquer.

« J'ai vu en grandissant que oui il est capable de se faire à manger. Il fait son lavage, il passe la tondeuse, fait le ménage, mais habiter seul complètement en appartement c'est un gros bout à faire pour lui encore. Donc avec la construction de l'habitation dont on parle, il va avoir des ressources pour l'encadrer un peu », mentionne Mme Longpré.

Un type de logement unique

L'édifice situé au 150 rue Vimy, qui est actuellement utilisé à vocation commerciale, sera rénové dans le but d'offrir à ses résidents un milieu de vie sécuritaire.



« Il s'agit aussi d'offrir un milieu de vie complet et stimulant pour les personnes autistes qui, très souvent, demeurent avec leur parent. Le cheminement habituel d'un enfant, à la majorité, serait de partir en appartement et il y a certains enfants pour qui c'est beaucoup plus difficile de partir de leurs propres ailes et c'est là que ce projet vient en aide » mentionne Catherine Boileau, présidente de la Commission de la sécurité et du développement social.

L'endroit a été sélectionné pour que les résidents aient accès au Domaine Howard et pour qu'ils soient à proximité de services essentiels. La coopérative de solidarité l'Envolée a notamment entrepris des démarches avec le CIUSSS de l'Estrie afin d'accompagner les résidents dans leurs processus d'inclusion sociale.

« Si mon fils est désemparé, qu'il vient pour se stationner à son endroit habituel et qu'il y a une auto qui est là, lui ça va le désorganiser. Donc il va y avoir une personne peut-être qui va être là pour répondre à des petits besoins comme ça. C'est la réponse à des questions pour le futur de mon fils », souligne Mme Longpré.

« Ils vont donner du soutien qui répond à leurs besoins. L'aide à faire un budget, un rappel de faire leurs impôts, les aider dans leur organisation sur le quotidien » cite Joanne Morin, présidente de la coopérative de solidarité l'Envolée.

Comme il s'agit de logements coopératifs, les résidents devront s'y impliquer. Mme Morin mentionne qu'une salle de rencontre sera également mise à leur disposition et des activités seront organisées.

« Les gens qui vont rester ici ont besoin d'être stimulés. Ils ont une grande capacité d'apprentissage », mentionne la présidente.

Répondre à la crise du logement

La coopérative de solidarité l'Envolée investit plus de 2M\$ pour l'acquisition du bâtiment et d'une partie du terrain. De son côté, la Ville acquiert le terrain excédentaire ainsi que deux lots adjacents pour près de 1M\$, des sommes prises dans le fonds stratégique de la Ville pour répondre au besoin criant en matière de logements communautaires, selon la mairesse.

« Dans le contexte de la crise du logement, se trouver un toit c'est tout un défi pour plusieurs. Alors imaginez comment ça peut représenter un enjeu majeur dans le cas de personnes qui ont des besoins spécifiques », évoque Évelyne Beaudin, mairesse de la Ville de Sherbrooke.

Bien que le projet demeure conditionnel au financement de plusieurs partenaires, la Ville souhaite qu'il voie le jour et tient à souligner que le manque de logements touche aussi les personnes avec des besoins spécifiques.

Si on fait juste construire des logements « ordinaires », 3 ½ ou 4 ½, on ne viendra pas répondre à des besoins spécifiques. Il y a des gens qui vont être oubliés et nous on ne veut laisser personne derrière. - Évelyne Beaudin, mairesse de Sherbrooke

La Ville acquiert également des terrains adossés au Domaine Howard pour ses projets éventuels. Pour l'instant aucun plan n'est prévu à court terme.

[Retour à la table des matières](#)



La situation du logement à Montréal et à Gatineau est intenable, dénonce le FRAPRU

RADIO-CANADA – 4 JUILLET 2023 – SITE WEB

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1993625/bilan-frapru-crise-logement-quebec>

Le FRAPRU presse le gouvernement de François Legault d'accélérer la mise en chantier de logements sociaux et demande à celui de Justin Trudeau de subventionner la création de logements sociaux plutôt que d'« éparpiller » des milliards de dollars dans les projets de promoteurs privés.

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) affirme que 494 ménages n'ont pas réussi à signer un nouveau bail, dont 115 à Montréal. Il s'agit de personnes « accompagnées » qui bénéficient d'un hébergement temporaire.

Le FRAPRU, qui milite pour le logement social et pour les droits des locataires, affirme avoir colligé ces données au lendemain du 1er juillet. Notre volonté n'est pas de grossir les chiffres. Je veux être claire : ils sont vérifiés, a déclaré Véronique Laflamme, porte-parole de l'organisme, en conférence de presse mardi. On pense que notre chiffre est sous-estimé parce qu'on n'a pas réussi à obtenir des réponses partout.

En date du 3 juillet, le bilan de la Société d'habitation du Québec (SHQ) faisait état, lui, de 199 ménages hébergés temporairement, chez des parents ou à l'hôtel, après avoir communiqué avec les services d'aide à la recherche de logement (SARL) des offices d'habitation ou avec la SHQ.

Les 494 ménages signalés par le FRAPRU ne sont pas dans la rue : ils sont accompagnés par un service d'aide si un tel service est offert dans leur municipalité et ils sont désireux de signer un bail. Certains d'entre eux sont temporairement hébergés par des membres de leur famille ou par leur municipalité, par exemple. D'autres font du camping.

Il n'est pas possible d'établir combien de personnes sont touchées, car ces ménages sont constitués de personnes seules, de couples ou de familles.

Dans certaines régions du Québec, le FRAPRU s'est fait dire que des gens attendent de signer un bail mais qu'il n'y avait pas de données précises à leur sujet.

Des 494 ménages sans logis recensés par le FRAPRU, 115 sont à Montréal, où la situation est très difficile depuis quatre ans, dit Mme Laflamme. Certes, le taux d'inoccupation dans la métropole est faible, mais le principal problème avec lequel les ménages sont aux prises, c'est la cherté des logements disponibles, selon elle.

À Montréal, la situation est déjà intenable et on ne peut pas la laisser se détériorer. - Une citation de Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU

En Estrie, 82 ménages sont en attente de signer un bail. On en dénombre 43 en Montérégie, 58 dans le Centre-du-Québec et 45 dans le Bas-Saint-Laurent.

Hausse anticipée de l'itinérance



Le nombre de sans-logis va continuer à augmenter au fur et à mesure que l'été avancera, dit d'ores et déjà le FRAPRU. Certains ménages, qui se débrouillent en ce moment avec les moyens du bord, demanderont de l'aide dans les jours à venir, appréhende-t-on.

Dans des villes comme Gatineau, la situation est pire au 1er septembre qu'au 1er juillet, décrit Mme Laflamme en faisant référence aux expériences vécues par les années passées.

Et le problème ne date pas d'hier, rappelle la porte-parole du FRAPRU, car déjà il y a cinq, six ou sept ans, des ménages gatinois peinaient à se loger : Ces gens-là sont aujourd'hui dans des situations d'itinérance.

À Gatineau, on a des familles en motel à l'année. Si on ne veut pas que ce soit ça, l'avenir, pour l'ensemble du Québec, il faut s'attaquer au problème. - Une citation de Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU. Il y a aussi beaucoup trop de locataires qui ont dû consentir à louer un logement trop cher, trop petit ou insalubre, déplore Mme Laflamme.

Les gens qui ont de la difficulté à se loger peuvent demander de l'aide. À Montréal, il faut composer le 311 (Nouvelle fenêtre) : ce service vient en aide aux ménages à faible revenu et à ceux qui sont à risque de perdre leur logement.

À l'échelle de la province, on peut composer le 1 800 463-4315, (Nouvelle fenêtre) soit le Centre des relations avec la clientèle de la Société d'habitation du Québec.

Une question de volonté politique

La semaine dernière, les maires de 14 municipalités du Québec ont réclamé au gouvernement Legault d'instaurer un registre des loyers public, universel et obligatoire.

Ce à quoi la ministre de l'Habitation, France-Élaine Duranceau, a répondu accueillir favorablement toutes les opinions constructives en vue de la commission parlementaire qui se penchera sur le projet de loi qu'elle a récemment déposé.

Pour le FRAPRU, bien que le gouvernement Legault soit au pouvoir depuis bientôt cinq ans, il n'a toujours pas de programme avec des balises claires et un financement prévisible pour créer des logements sociaux dans les temps. Le FRAPRU presse Québec de ne pas attendre le prochain budget pour mettre en chantier de telles habitations.

Quant à la Stratégie nationale du logement (SNL) du gouvernement fédéral, le FRAPRU affirme qu'elle appuie des projets qui, pour la plupart, vont vers le marché privé. Des milliards de dollars sont ainsi éparpillés, critique Véronique Laflamme, et de plus en plus de voix s'élèvent pour demander la réaffectation de ces sommes vers le logement social.

À la mi-avril, le Conseil national du logement avait publié un rapport qui concluait qu'au pays, l'ampleur et le rythme de la perte de logements abordables surpassaient la création de logements dans le cadre de la SNL.

Selon des estimations récentes citées par le Conseil, plus de 550 000 logements dont le loyer est de 750 \$ par mois ou moins ont été perdus au Canada entre 2011 et 2021.

[Retour à la table des matières](#)



Un «remboursement pour l'épicerie» envoyé par Ottawa aux plus démunis mercredi

LE DEVOIR – 4 JUILLET 2023 – SITE WEB

Par : Clémence Pavic

<https://www.ledevoir.com/economie/794023/un-remboursement-pour-l-epicerie-envoye-par-ottawa-aux-plus-demunis-mercredi>

Les Canadiens les plus démunis recevront une aide financière pour faire face à la flambée des prix, mercredi. Le « remboursement pour l'épicerie », promis par le gouvernement fédéral lors du dernier budget, sera versé par dépôt direct aux personnes éligibles.

Qui est concerné ?

Les Canadiens à bas revenus sont éligibles à cette aide - une aide qui sera envoyée en même temps que le versement du crédit pour la taxe sur les produits et services / taxe de vente harmonisée (TPS / TVH). Votre éligibilité à l'aide dépend de votre admissibilité à ce crédit, elle-même déterminée sur la base de votre niveau de revenu.

Il faudra vous référer à votre déclaration de revenu de 2021 pour savoir si vous avez le droit à cette aide, et tenir compte de votre situation familiale de janvier 2023.

Selon le site de l'Agence du revenu du Canada (ARC), si vous êtes célibataire et sans enfant, votre revenu net devait être au maximum de 49 166 \$ en 2021 pour recevoir de l'aide ce mercredi. Dans le cas d'un couple marié, ou de conjoints de fait, avec deux enfants, votre revenu familial net ne devait pas excéder 58 506 \$.

Au total, près de 11 millions de Canadiens sont éligibles à cette aide. Nul besoin de soumettre une demande pour recevoir le « remboursement pour l'épicerie ». Si vous êtes admissible, il vous sera automatiquement reversé, à condition d'avoir soumis votre déclaration de revenus de 2021, et ce, même si vous n'aviez aucun revenu à déclarer.

Jusqu'à quel montant pourriez-vous recevoir ?

Il existe une façon « simple » de déterminer le montant auquel vous auriez droit : Suzie St-Cerny, professionnelle de recherche à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke, suggère de vous référer à vos relevés bancaires de l'automne.

En novembre dernier, le gouvernement fédéral a envoyé un versement unique pour aider contre la hausse du coût de la vie. Si votre situation familiale n'a pas changé, le « remboursement pour l'épicerie » auquel vous avez droit ce mercredi devrait être du même montant que celui de novembre et s'ajoutera à votre versement régulier du crédit pour la TPS du mois de juillet - celui-ci calculé à partir de vos revenus de 2022.

Ainsi, si vous êtes célibataire et sans enfant, l'aide maximale que vous pourriez recevoir se situe à 234 \$ - un montant qui décroît plus vous vous rapprochez du revenu maximum pour être éligible, soit 49 166 \$ dans le cas présent. Dans le cas d'un couple marié ou de conjoints de fait, avec deux enfants, vous pourriez recevoir jusqu'à un maximum de 467 \$.



Une facture qui monte

Le gouvernement envoie cette mesure d'aide alors que les prix à l'épicerie ont augmenté à vive allure dans les derniers mois.

Les ménages vulnérables durement touchés par la hausse du coût de la vie, constate Statistique Canada Inflation en épicerie, une chronique de Gérard Bérubé

Globalement, selon les plus récentes données de Statistique Canada, l'inflation a ralenti à 3,4 % en mai au Canada sur une base annuelle. Elle a été largement tirée vers le bas par les prix de l'essence, qui ont diminué de 18,3 % par rapport à mai 2022.

Mais les prix à l'épicerie, eux, restent extrêmement élevés. En mai dernier, ils étaient en hausse de 9 % par rapport à la même période en 2022. Pour rappel, la cible de l'inflation de la Banque du Canada se situe autour de 2 %.

[Retour à la table des matières](#)



1ER JUILLET : Près de 500 ménages n'ont pas trouvé de logement

LE DEVOIR – 5 JUILLET 2023 - P. A5

PAR : JEANNE CORRIVEAU

LEDEVOIR // LE MURCREDI 5 JUILLET 2023

ACTUALITÉS | A5



11 1er JUILLET

Près de 500 ménages n'ont pas trouvé de logement

JEANNE CORRIVEAU
LEDEVOIR

A Montréal, au moins 494 ménages n'ont pas trouvé de logement le 1er juillet, selon le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) qui a fait le bilan, mardi, de la période des déménagements. Ces chiffres ne représentent cependant que la pointe de l'iceberg, prévient l'organisme.

« Il y a eu environ 700 ménages qui ont cherché à trouver un logement le 1er juillet, mais ce chiffre n'est pas complet », indique le directeur général du FRAPRU, Jean-Jacques Gauthier.

« L'accompagnement des services d'aide à domicile par Québec dans plusieurs villes, de surcroît, est un défi », indique le directeur général du FRAPRU, Jean-Jacques Gauthier.

« Nous venons d'annoncer que des services d'aide à domicile de logement (SADL) ne peuvent pas compter des ménages qui vivent dans des logements qui ne sont pas adaptés », indique Gauthier.

« Les personnes qui vivent dans des logements qui ne sont pas adaptés ont des difficultés à se déplacer et à trouver un logement », indique Gauthier.

« À Montréal, au moins 494 ménages n'ont pas trouvé de logement le 1er juillet, selon le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) qui a fait le bilan, mardi, de la période des déménagements. Ces chiffres ne représentent cependant que la pointe de l'iceberg, prévient l'organisme.

« Il y a eu environ 700 ménages qui ont cherché à trouver un logement le 1er juillet, mais ce chiffre n'est pas complet », indique le directeur général du FRAPRU, Jean-Jacques Gauthier.

« Il y a eu environ 700 ménages qui ont cherché à trouver un logement le 1er juillet, mais ce chiffre n'est pas complet », indique le directeur général du FRAPRU, Jean-Jacques Gauthier.

« Les personnes qui vivent dans des logements qui ne sont pas adaptés ont des difficultés à se déplacer et à trouver un logement », indique Gauthier.

115
C'est le nombre de ménages Montréalais qui se sont retrouvés sans logement au lendemain du 1er juillet.

128 795
C'est le nombre de ménages Québécois qui se sont retrouvés sans logement au lendemain du 1er juillet.

« Les interpellations policières ne relèvent d'aucun fondement juridique »

SPVM
SURT DE LA PRESSE

6 Selon le rapport annuel publié par le Service de police métropolitain de Montréal (SPVM), les interpellations policières effectuées le 1er juillet ont été jugées dénuées de tout fondement juridique.

« Les interpellations effectuées le 1er juillet ont été jugées dénuées de tout fondement juridique », indique le directeur général du SPVM, Jean-François Gauthier.

« Les personnes qui vivent dans des logements qui ne sont pas adaptés ont des difficultés à se déplacer et à trouver un logement », indique Gauthier.

« Les interpellations effectuées le 1er juillet ont été jugées dénuées de tout fondement juridique », indique le directeur général du SPVM, Jean-François Gauthier.

« Les personnes qui vivent dans des logements qui ne sont pas adaptés ont des difficultés à se déplacer et à trouver un logement », indique Gauthier.

« Les interpellations effectuées le 1er juillet ont été jugées dénuées de tout fondement juridique », indique le directeur général du SPVM, Jean-François Gauthier.

« Les personnes qui vivent dans des logements qui ne sont pas adaptés ont des difficultés à se déplacer et à trouver un logement », indique Gauthier.

« Les interpellations effectuées le 1er juillet ont été jugées dénuées de tout fondement juridique », indique le directeur général du SPVM, Jean-François Gauthier.

« Les personnes qui vivent dans des logements qui ne sont pas adaptés ont des difficultés à se déplacer et à trouver un logement », indique Gauthier.

Plus de 490 ménages se sont retrouvés sans bail au lendemain du 1er juillet au Québec, dont 115 à Montréal, estime le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) qui a fait le bilan, mardi, de la période des déménagements. Ces chiffres ne représentent cependant que la pointe de l'iceberg, car de nombreux locataires sont contraints de camper ou de vivre dans leur voiture ou à l'hôtel, prévient l'organisme.

À quelques jours du 1er juillet, près de 700 ménages n'avaient pas trouvé de logement, mais ce chiffre a fondu à 494, a indiqué mardi le FRAPRU. C'est qu'avec l'accompagnement des services d'aide financés par Québec dans plusieurs villes, ils ont pu signer un bail au cours des derniers jours.



Mais ces données, obtenues auprès des services d'aide à la recherche de logement (SARL), ne tiennent pas compte des ménages qui vivent déjà une itinérance plus ou moins cachée depuis des mois, a souligné mardi Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU. «Ce qu'on voit depuis deux ans, c'est que la situation s'étire bien au-delà du 1er juillet. Il y a dix ans, les difficultés de ces ménages ne duraient pas deux, trois mois.» La crise du logement sévit dans plusieurs régions du Québec. À Drummondville, Granby et Rimouski par exemple, où le taux d'inoccupation est de 0,4 % — alors que le seuil d'équilibre est estimé à 3 % — c'est la rareté des logements disponibles qui rend la situation difficile pour les locataires. À Montréal, avec un taux d'inoccupation de 2,2 %, c'est davantage le prix élevé des logements qui pose problème.

En Estrie, 82 ménages n'ont pas trouvé de logement. Dans le Centre-du-Québec et dans la région du Bas-Saint-Laurent, leur nombre atteint respectivement 58 et 45 ménages. Dans certaines villes, comme Gatineau, la crise pourrait être plus importante au 1er septembre, a souligné Mme Laflamme.

Le FRAPRU presse le gouvernement du Québec d'accélérer la construction de logements sociaux et d'adopter un plan d'action en habitation sans attendre le prochain budget. «Le gouvernement Legault est au pouvoir depuis bientôt cinq ans et on n'a aucun programme gouvernemental qui fonctionne aujourd'hui pour développer de façon rapide des logements sociaux et communautaires», estime Mme Laflamme.

L'organisme demande aussi à Québec de modifier son projet de loi 31 afin de retirer la disposition qui permettra aux propriétaires de rejeter les cessions de bail et d'éliminer la section G des baux (où le propriétaire doit indiquer le loyer payé au cours des 12 derniers mois par le locataire précédent), en rappelant que le dernier budget ne prévoyait du financement que pour 1500 logements abordables.

Selon le dernier recensement, 128 795 ménages locataires au Québec consacrent déjà plus de 50 % de leurs revenus pour se loger, avec un revenu de moins de 20 000 \$ par année. «Il faut qu'on construise ce grand chantier et on a les moyens d'y arriver.» Les chiffres avancés par le FRAPRU concernant les familles sans logement ne concordent pas avec ceux publiés par la Société d'habitation du Québec (SHQ) qui affirme plutôt que 199 ménages sont actuellement hébergés temporairement chez des parents ou à l'hôtel. Ils font partie des 5579 demandes d'aide reçues auprès des SARL, précise la SHQ.

Véronique Laflamme croit que l'écart entre les chiffres de la SHQ et ceux du FRAPRU s'explique par l'absence, dans les statistiques du gouvernement, des ménages qui sont obligés de camper ou qui ont trouvé un plan B. «Nos chiffres ne sont pas grossis. Et on pense que nos chiffres sont sous-estimés parce qu'on n'a pas réussi à obtenir des réponses partout», a-t-elle ajouté.

115 C'est le nombre de ménages montréalais qui se sont retrouvés sans logement au lendemain du 1er juillet.

128 795 C'est le nombre de ménages locataires au Québec qui consacrent plus de 50 % de leurs revenus pour se loger, avec un revenu de moins de 20 000 \$ par année, selon le dernier recensement.

[Retour à la table des matières](#)



Lamontagne veut protéger encore mieux les terres agricoles

LA VOIX DE L'EST – 6 JUILLET 2023 – SITE WEB

Par : Pascal Faucher

<https://www.lavoixdelest.ca/actualites/politique/2023/07/06/lamontagne-veut-protoger-encore-mieux-les-terres-agricoles-J4BMUV2ZIJC4THXUETAHQ55GA/>

Inchangée depuis 45 ans, la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles amorce sa refonte. Et le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec ne cache pas qu'il veut lui donner plus de muscle.

«On a intérêt à protéger les terres agricoles encore davantage», affirme André Lamontagne en entrevue. On a 2 % de notre territoire qui est cultivable, et nos très bonnes terres, il y en a encore moins.»

Les consultations entamées sur la révision de la loi, et prévues pour un an, s'attaqueront également aux questions de la propriété et des activités agricoles.

Le ministre et député de Johnson souhaite avoir un portrait plus clair des propriétaires agricoles québécois et sur la façon dont ils exploitent cette ressource.

«On est témoin des fois d'endroits où les terres sont sacrifiées et d'autres où on ne peut pas faire pousser grand-chose sont protégées», dit-il.

Dans cette optique, le ministre jongle avec l'idée de surtaxer les terres en friche afin de freiner les spéculateurs qui les laissent dépérir dans l'espoir qu'elles soient plus tard dézonées et revendues.

«On veut voir comment on peut réduire cet accaparement de terres et les remettre en état, dit M. Lamontagne. On parle de milliers d'hectares. Les terres qu'on perd dans la vallée du Saint-Laurent, elles ne reviendront jamais.»

Il envisage aussi de simplifier la bureaucratie exigée aux agriculteurs. «Je suis témoin de tout ce qu'on leur demande. C'est rendu compliqué pour eux de faire leur métier!»

«C'est important de faire le tour de la loi. Il faut regarder ça pour les 20, 30 et 50 années à venir. Je veux prendre acte de tous les commentaires et suggestions. J'ai confiance qu'on va ressortir en 2024 avec les meilleurs gestes à poser.»

Réputation

Depuis sa nomination à l'Agriculture en 2018, André Lamontagne s'est taillé une réputation de ministre à l'écoute et efficace. Les initiatives de son ministère comme promouvoir la culture en serre et l'autonomie alimentaire ont fait mouche.

Face à l'inflation, il a mis sur pied un programme d'aide aux plus petits agriculteurs, qui constituent 80 % de ce type d'entreprise au Québec.

Comment explique-t-il son bon bulletin? «Je suis quelqu'un de terrain et je suis toujours en contact avec les entreprises et les groupes d'intérêt. C'est mon rôle. Je m'assure que la machine du



ministère est au courant de ce qui se passe sur le terrain. Et je n'ai pas la langue de bois. Quand je ne peux pas aider, je le dis.»

Il assure aussi répondre aux besoins de sa circonscription, notamment en augmentant récemment l'aide allouée à la construction d'infrastructures sportive, à la lumière de l'inflation.

Le député prévoit faire une tournée des régions cet été et participer à la conférence des ministres de l'Agriculture du Canada au Nouveau-Brunswick, en juillet.

[Retour à la table des matières](#)



Une aide financière du Canada pour 11 millions de personnes à faible revenu

L'INFO DE LA LIÈVRE - 6 JUILLET 2023 – SITE WEB

Le gouvernement du Canada annonce que 11 millions de personnes et de familles à revenu faible ou modeste commenceront à recevoir leur nouveau remboursement unique pour l'épicerie.

Cet allègement ciblé de l'inflation pour les personnes vulnérables fournira une aide financière supplémentaire pouvant atteindre 467 \$ pour les couples admissibles ayant deux enfants, 234 \$ pour les Canadiens célibataires sans enfant et 225 \$ pour les personnes âgées, en moyenne.

Depuis le 5 juillet, les paiements du remboursement pour l'épicerie sont versés aux Canadiens admissibles par dépôt direct ou par chèque, par l'intermédiaire de l'Agence du revenu du Canada.

En marge de cette nouvelle, soulignons qu'en date de mai 2023, l'inflation au Canada a chuté à 3,4 %, par rapport à 4,4 % en avril et à 8,1 % en juin dernier, son sommet.

Les bénéficiaires n'auront pas à présenter de demande pour recevoir le remboursement pour l'épicerie, car il sera versé en même temps que le paiement du crédit pour la TPS du mois de juillet.

Pour recevoir le remboursement pour l'épicerie, les Canadiens devront produire leur déclaration de revenus de 2021, si ce n'est déjà fait.

[Retour à la table des matières](#)



Ottawa annonce 308 millions \$ pour des projets de logement abordable au Québec

RADIO-CANADA – 7 JUILLET 2023 – SITE WEB

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1994603/logement-abordable-duranceau-hussein-frapru>

Ottawa investira 308 millions de dollars de plus au Québec pour le logement abordable, une somme bienvenue dans un contexte où la crise du logement est particulièrement aiguë actuellement dans la province.

Cette somme annoncée dans le cadre du troisième volet de l'Initiative pour la création rapide de logements permettra de financer 54 projets totalisant 1581 logements additionnels aux quatre coins de la province, a souligné en conférence de presse France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l'Habitation du Québec.

Les deux ententes précédentes en place depuis octobre 2020 ont déjà permis de construire ou de mettre en chantier 1700 unités (sans compter les projets municipaux) et plus de 1000 autres sont en développement, a ajouté la ministre.

Des projets comme l'Avenir des femmes, un immeuble de 23 logements destinés à des femmes monoparentales à faible revenu, ouvrira cet automne à Laval. Dans ce projet situé dans le quartier Saint-Martin, les femmes retenues ne dépenseront pas plus de 25 % de leur revenu pour se loger, grâce au Programme de supplément au loyer de la Société d'habitation du Québec (SHQ).

Les sommes annoncées visent des projets dédiés aux femmes monoparentales, aux personnes flirtant avec l'itinérance, aux aînés, aux immigrants en situation précaire, aux personnes handicapées ou aux Autochtones.

Quand les gens les plus vulnérables vont mieux, toute la communauté se porte mieux. Une citation de Ahmed Hussen, ministre canadien du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion

Même s'il se réjouit de cette annonce, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) déplore la lenteur avant que les sommes fédérales aboutissent vers des projets concrets. Dans ce cas-ci, l'entente entre Ottawa et Québec survient près d'un an et demi après le budget fédéral qui prévoyait ces sommes, souligne Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

Le FRAPRU n'est pas le seul à avoir des craintes en la matière. Récemment, la Communauté métropolitaine de Montréal déplorait dans une note (Nouvelle fenêtre) que lors des quatre dernières années, il se soit construit annuellement 619 logements sociaux et communautaires dans le Grand Montréal sur 22 500 nouveaux logements. Ce taux de construction de 2,7 % de logements abordables est le plus bas enregistrés ces 20 dernières années, note la CMM.

Chiffres divergents sur les ménages sans toit

Au Québec, la pénurie de logements est criante dans certaines villes où les loyers grimpent en flèche, laissant sur le carreau plusieurs dizaines de familles. Selon les dernières données, 226 ménages étaient hébergés temporairement chez des parents ou à l'hôtel une semaine après le 1er juillet, selon les données gouvernementales.

Le FRAPRU estime quant à lui à 568 le nombre de ménages en quête de toit, un chiffre jugé conservateur. Sans vouloir rentrer dans une guerre de chiffres avec le gouvernement, le FRAPRU



croit que les données gouvernementales retiennent en fait uniquement les ménages hébergés par les municipalités, évacuant ainsi ceux qui sont hébergés temporairement par des proches.

Après vérification pour les chiffres montréalais, il semblerait que ce soit le FRAPRU qui ait raison. La SHQ a indiqué à Radio-Canada que 38 ménages étaient hébergés chez des proches ou à l'hôtel alors que dans les faits ils sont 122, selon les chiffres de l'Office municipal d'habitation de Montréal (dont 36 sont hébergés à l'hôtel).

Le FRAPRU ratisse plus large avec ses chiffres, a répondu de son côté la ministre Duranceau, qui rappelle aux personnes en difficulté de logement l'importance de se signaler à la Société d'habitation du Québec.

On a des gens qui sont dédiés à aider ces personnes-là pour leur trouver des solutions. Oui, ce sont des solutions temporaires, mais avec une perspective de trouver quelque chose à plus long terme. - Une citation de France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l'Habitation du Québec

Mme Duranceau souligne en outre que des aides financières directes à la personne sont prévues par Québec et Ottawa c'est pourquoi il est important d'appeler à la SHQ et de se faire expliquer à quoi on a droit si la situation est difficile.

Le FRAPRU, déplore qu'Ottawa n'ait pas prévu de volet supplémentaire d'aide dans son dernier budget, alors que c'est la seule initiative fédérale qui est entièrement réservée au secteur sans but lucratif.

Plus globalement, le FRAPRU, comme plusieurs organismes (dont le Directeur parlementaire du budget et le Vérificateur général), constate que les milliards de la Stratégie fédérale sur le logement qui devaient être destinés à l'abordabilité sont éparpillés dans de multiples initiatives finançant majoritairement des logements privés trop chers, conclut Véronique Laflamme.

[Retour à la table des matières](#)



« On est en train de voir naître un Downtown Eastside à Montréal »

RADIO-CANADA – 7 JUILLET 2023 – SITE WEB

Par : Thomas Gerbet

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1994442/crises-montreal-centre-ville-drogue-itinerance>

Les rues de la métropole sont frappées par le « cocktail explosif » de trois crises simultanées : crise du logement, crise des surdoses et crise de santé mentale.

Les intervenants auprès des toxicomanes de Montréal s'inquiètent de la tournure que prend le centre-ville, dans une spirale de pauvreté, d'itinérance, de drogue et de criminalité, comme le quartier Downtown Eastside de Vancouver. La députée Manon Massé a écrit une lettre au gouvernement Legault, jeudi, pour l'appeler à l'aide d'urgence.

Montréal traverse une crise qui ne cesse de prendre de l'ampleur, une crise humanitaire sans précédent, écrit la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques dans sa lettre (Nouvelle fenêtre) adressée au ministre responsable de la Métropole, Pierre Fitzgibbon.

Manon Massé a décidé de prendre la plume après avoir lu le reportage de Radio-Canada sur le désarroi des résidents voisins de « l'allée du crack » et la détresse des itinérants toxicomanes qui trouvent refuge dans les immeubles à condos du Quartier des spectacles pour s'y droguer, dormir ou faire leurs besoins, parce que les organismes communautaires ne suffisent pas à la demande.

Nous vivons les conséquences d'une catastrophe annoncée lorsque la crise du logement rencontre la crise des surdoses et que nos services de première ligne institutionnels et communautaires, en santé mentale et physique, sont portés à bout de bras par des équipes réduites, sous-financées et épuisées. - Une citation de l'Extrait de la lettre de Manon Massé au ministre Pierre Fitzgibbon

La circonscription de la députée inclut notamment les alentours du métro Berri-UQAM (comme la place Émilie-Gamelin), les métros Papineau et Beaudry (le quartier du Village) et la rue Berger, proche du métro Saint-Laurent, où se situe le centre d'injection supervisé CACTUS. Il s'agit de secteurs en proie à de grandes tensions ces derniers temps.

Le sentiment d'insécurité est énorme, explique la députée en entrevue avec Radio-Canada. Ce que confirme le directeur général de CACTUS, Jean-François Mary : Il y a plus de dureté dans la rue, avec beaucoup de gens nouveaux. C'est beaucoup plus agressif. Les gens n'ont pas d'espace.

« Cocktail explosif »

Comme dans toutes les grandes villes d'Amérique du Nord, Montréal fait face à une flambée de l'itinérance, rappelle Jean-François Mary. Mais il n'y a pas que ça.

Il se passe actuellement quelque chose avec la crise du logement, la crise des surdoses et la crise de santé mentale. C'est un cocktail dangereux, renchérit Manon Massé.

Ma crainte, c'est que le centre-ville de Montréal devienne un Downtown Eastside. - Une citation de Jean-François Mary, directeur général de CACTUS Montréal



La médecin de famille Marie-Ève Morin, qui œuvre en santé mentale et en dépendance depuis bientôt 20 ans, a la même analyse. On est presque en train de voir naître un Downtown Eastside à Montréal. On le voit, affirme-t-elle.

Dès le début de la pandémie, on a vu qu'avec l'isolement, l'augmentation de l'anxiété, les troubles dépressifs, la consommation a augmenté, pas seulement chez les gens de la rue, on l'a vu aussi dans les familles, à la maison. - Une citation de Dre Marie-Ève Morin, médecin spécialisée en dépendance.

L'autre facteur qu'on a vu arriver avec la pandémie, c'est la détérioration de la qualité des substances qui circulent sur la rue. En ce moment, c'est catastrophique, dit la docteure.

La drogue qui trouve dans la rue est de plus en plus scrap. Et ça, c'est dangereux pour les gens, ça tue, constate Manon Massé.

CACTUS Montréal note une augmentation de la consommation de méthamphétamine en cristaux par injection et la quasi-disparition de l'héroïne, remplacée par des analogues de fentanyl qui fait en sorte que les personnes vont devoir consommer plus fréquemment.

Près de 75 % des usagers de CACTUS consomment du fentanyl et ce n'est pas étranger à l'explosion des surdoses, quatre fois plus nombreuses qu'avant la pandémie dans le centre d'injection supervisé.

CACTUS a distribué un demi-million de seringues l'an dernier, soit un rythme moyen de plus de 1300 par jour.

Le service note aussi une augmentation de 45 % des distributions de pipes à crack (à base de cocaïne) et plus de 69 % pour les pipes à méthamphétamine en cristaux, depuis l'an dernier.

Les gens n'imaginent pas à quel point il y a énormément de consommateurs de substances. - Une citation de Jean-François Mary, directeur général de CACTUS Montréal

L'an dernier, au Québec, il y a eu plus de morts par surdose que par accident de voiture.

Au centre d'injection supervisée de CACTUS Montréal, seuls 30 % des usagers sont itinérants. On pense souvent que les gens qui s'injectent sont tous des gens itinérants de la rue. Non, non. C'est votre frère, c'est ma cousine, c'est ma mère, rappelle la députée Manon Massé.

Les toxicomanes, ce sont des gens souffrants qui essaient de calmer leur souffrance avec de la consommation, explique la Dre Marie-Ève Morin.

La moitié des personnes dépendantes aux opioïdes souffrent de douleurs chroniques. Et au moins 50 % des toxicomanes souffrent d'une pathologie psychiatrique primaire, comme la bipolarité, les troubles anxieux, le TDAH, les schizophrénies...- Une citation de Dre Marie-Ève Morin, médecin spécialisée en dépendance.

Parmi les usagers du centre d'injection supervisé de CACTUS, 17 % sont atteints du VIH et 70 % d'hépatite C. C'est donc pour éviter les contaminations que l'organisme distribue du matériel stérile. Si on arrête demain, on repart en épidémie de VIH, prévient Jean-François Mary.



Pistes de solutions

La Dre Morin suggère d'utiliser les espaces de bureaux inoccupés du centre-ville pour héberger les itinérants. Elle aimerait aussi qu'on rouvre les maisons de chambres, quasi disparues.

Manon Massé propose une première solution concrète : mettre des toilettes chimiques au centre-ville. Ça réglerait beaucoup d'inconfort, de cohabitation.

Jeudi, le chef de l'opposition officielle à Montréal Aref Salem a aussi proposé la multiplication des toilettes publiques. Et, comme la députée de Québec solidaire, il réclame un meilleur financement pour les organismes qui viennent en aide aux personnes en situation d'itinérance et des ressources d'hébergement dédiées aux personnes toxicomanes.

La mairesse de Montréal n'était pas disponible pour commenter notre dossier, jeudi. Sa collègue du comité exécutif, Émilie Thuillier, a rappelé au micro de Radio-Canada que la Ville a créé une nouvelle brigade avec des intervenants sociaux qui sont dans les rues.

A-t-elle peur que Montréal devienne comme Vancouver? Ça arrive partout au Canada et dans le monde, répond-elle. C'est vraiment une crise de santé publique. Mais à Montréal, on répond présent depuis le début.

L'administration montréalaise renvoie aussi la balle au gouvernement du Québec. Il y a plein de choses qui doivent être faites par d'autres partenaires, dit Émilie Thuillier.

Le Parti québécois n'a pas manqué de le rappeler, en réaction à notre reportage. Le manque de personnel infirmier et les places limitées au centre d'injections supervisées n'aident en rien la situation, a déclaré la porte-parole du PQ, Mégan Perry Mélançon. Le gouvernement du Québec doit s'assurer que les ressources sont suffisantes.

Le cabinet du ministre Lionel Carmant assure suivre de très près la situation à Montréal et dans certains quartiers où la situation est plus critique.

Jamais n'y a-t-il eu, de la part du gouvernement du Québec, autant de ressources et de financement destinés à l'itinérance et à la lutte contre les opioïdes à Montréal.

Une citation de Lambert Drainville, attaché de presse du ministre responsable des Services sociaux

Le nombre de lits en refuges est à un niveau record et le financement des cliniques en prévention des surdoses et des sites de consommation supervisée vient d'être augmenté de 55 %, ajoute le cabinet du ministre.

Le gouvernement ne manque pas de renvoyer la municipalité à ses devoirs partagés. Chacun doit jouer son rôle et la Ville a récemment démontré qu'elle est motivée à prendre ses responsabilités au niveau de la cohabitation sociale dans certains de ses quartiers.

Le cabinet du ministre responsable de la Métropole Pierre Fitzgibbon n'a pas répondu à la sollicitation de Radio-Canada, jeudi.

[Retour à la table des matières](#)



7,8 M\$ pour des logements abordables à Laval

COURRIER LAVAL – 7 JUILLET 2023 – SITE WEB

Par : Corinne Prince

<https://courrierlaval.com/78-millions-dollars-logement-abordable-laval/>

Le vendredi 7 juillet, quelques jours après le jour traditionnel des déménagements à la québécoise, les trois paliers de gouvernement étaient réunis dans une salle communautaire de Val-Martin pour annoncer un investissement de 7,8 millions de dollars dédié à des projets de logements abordables en sol lavallois.

Les détails concernant les projets financés à Laval n'ont pas encore été divulgués. Interrogé à ce sujet, Nicholas Borne, conseiller municipal de Laval-les-Îles, a confirmé que le projet d'Habitation Palerme, projet de 29 unités, sera supporté par cet investissement.

Ce projet de logement a été sélectionné lors du premier appel de projets du Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) en juin 2022.

La page web Suivi du plan d'action 2020-2022 de la Ville de Laval classe l'Habitation Palerme comme «projet engagé».

Toujours selon les dires du membre du comité exécutif et vice-président de l'Office municipal d'habitation de Laval, le projet d'Habitation Palerme n'est qu'un seul des projets subventionnés via l'annonce du 7 juillet.

«Une autre conférence de presse sera organisée afin de divulguer les détails des projets lavallois», a-t-il conclu.

Résultats

Rappelons que les deux premières initiatives de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) ont permis la création d'au-dessus de 10 000 logements abordables au Canada, soit 2500 unités de plus qu'initialement prévu.

359 logements du quartier Val-Martin ont notamment fait partie des premières moutures. On y compte également le projet d'habitation lavallois Avenir de femmes, un immeuble de 23 logements destiné à des femmes monoparentales à faible revenu.

Cet investissement s'inscrit dans le lancement de la troisième ICRL.

«Avec cette troisième initiative, nous allons faire un grand pas de l'avant en continuant de combattre l'itinérance au Québec, a déclaré Ahmed Hussen, ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion. [L'investissement] permettra d'assurer que tous les Québécois bénéficient d'un endroit sécuritaire et abordable qu'ils peuvent appeler »maison «.»

Prévisions

Ce troisième volet devrait permettre la construction de 1581 logements sociaux et abordables, répartis en 54 projets partout au Québec. C'est un total de 308 millions de dollars qui sera investi par le Canada et le Québec pour mener à bien cet objectif.



Outre l'ICRL, le Québec contribue à ce financement par ses programmes AccèsLogis, habitation abordable Québec et Supplément au loyer.

«[Nous avons] une volonté d'aider les gens vulnérables, d'affirmer France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l'Habitation du Québec. Notre engagement s'ajoute aux nombreux gestes qu'on a déjà posé pour améliorer l'accessibilité des logements abordables aux Québécois.es. Je suis déterminée à continuer contre vents et marées à faire avancer les choses afin qu'ultimement, au terme de tout ça, on ait amélioré la qualité de vie de nos citoyens.»

Les futurs logements seront notamment destinés à des femmes victimes de violence conjugale, à des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale et de toxicomanie, des personnes âgées en perte d'autonomie, des personnes handicapées ou à des personnes présentant une déficience intellectuelle.

[Retour à la table des matières](#)



Québec débourse 34 millions \$ de plus pour les banques alimentaires

RADIO-CANADA – 7 JUILLET 2023 – SITE WEB

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1994562/gaspillage-insecurite-alimentaire-aide-financiere#:~:text=Pauvret%C3%A9-.Qu%C3%A9bec%20d%C3%A9bourse%2034%20millions%20%24%20de%20plus%20pour%20les%20banques%20alimentaires,am%C3%A9liorer%20les%20infrastructures%20d'entreposage.&text=Le%20r%C3%A9seau%20des%20Banques%20alimentaires,les%20r%C3%A9gions%20de%20la%20province.>

De cette somme, 20 millions \$ serviront à améliorer les infrastructures d'entreposage.

Le réseau des Banques alimentaires du Québec dessert 1200 organismes locaux situés dans toutes les régions de la province.

Le réseau des banques alimentaires du Québec obtiendra une enveloppe de 34 millions de dollars supplémentaires pour améliorer ses infrastructures d'entreposage et lutter contre l'insécurité et le gaspillage.

C'est ce qu'ont annoncé vendredi le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, André Lamontagne, et la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, Chantal Rouleau, lors d'un point de presse conjoint dans l'entrepôt de Moisson Montréal.

Les demandes d'aide alimentaire continuent d'augmenter, notamment en raison de l'inflation et de la crise du logement, a affirmé André Lamontagne. Ces demandes-là viennent de citoyens qui ne se présentaient pas dans ces endroits-là dans le passé, a-t-il noté, réitérant la nécessité d'investir dans le réseau des banques alimentaires, en plus des 6 millions déjà investis en 2021.

Des 34 millions annoncés vendredi matin, une somme de 20 millions sera distribuée sur 4 ans afin de permettre au réseau des banques alimentaires d'améliorer ses infrastructures d'entreposage, ce qui avait été identifié comme un besoin prioritaire par les gestionnaires eux-mêmes, selon le ministre Lamontagne.

Recevoir les denrées, c'est une chose. Mais si tu ne peux pas les stocker, si tu ne peux pas les transformer, si tu ne peux pas les distribuer, on n'est pas plus avancés. - Une citation de André Lamontagne, ministre de l'Agriculture

Le ministre a d'ailleurs rappelé que cet engagement avait été pris par la Coalition avenir Québec (CAQ) lors de la dernière campagne électorale, en octobre. Aujourd'hui, on vient concrétiser ce montant-là, a-t-il précisé.

Des 14 millions restants, une somme de 6 millions ira directement aux banques alimentaires, pour qu'elles puissent dès aujourd'hui acheter et distribuer des denrées dans tout le réseau. Les 8 millions restants seront distribués dans le cadre du Plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au cours des quatre prochaines années.

C'est grâce aux 34 millions de dollars qu'on annonce aujourd'hui que tout le monde pourra manger à sa faim au Québec, a déclaré la ministre Chantal Rouleau, qui estime que les Québécois devraient avoir recours à l'aide d'urgence de façon exceptionnelle seulement.



Elle a ainsi soutenu que le gouvernement du Québec était à l'écoute des banques alimentaires afin de trouver des solutions pérennes à l'enjeu de l'insécurité alimentaire dans la province. On tente de réduire ces situations. [...] Notre objectif, c'est que les Québécois aient toujours quelque chose à manger.

Créé en 1988, le réseau des Banques alimentaires du Québec sert 1200 organismes locaux dans toutes les régions. Il contribue ainsi à nourrir les quelque 670 000 personnes qui ont besoin d'aide alimentaire chaque mois.

[Retour à la table des matières](#)



Cette approche permet à des jeunes aux parcours atypiques de mieux se connaître eux-mêmes en apprenant des disciplines telles que la jonglerie, le tissu aérien, le trapèze et l'art du clown. C'est une façon d'exprimer leur plein potentiel et de découvrir leurs talents, tout en étant accompagnés de professionnels. Pour Dada, un jeune friand d'adrénaline qui participe pour la première fois à une création collective de l'organisme, la thématique choisie est une occasion de célébrer ce qu'il y a d'unique en chaque personne.

«C'est un thème qui me touche beaucoup. J'ai un trouble de personnalité limite lié à une dissociation de la personne, donc j'ai sept personnes qui "switchent" avec mes émotions. Pour moi, je suis unique en mon genre, et l'étrangeté qui est autour de nous, sans filtre, c'est de pouvoir montrer la beauté de la vie.» Le thème de l'étrangeté est né d'une réflexion qui a regroupé 150 passionnés de cirque de partout au Canada l'an dernier. Les jeunes ont été amenés à échanger sur les valeurs et les fondements du cirque social en vue de créer un manifeste, qui a ensuite servi d'inspiration pour cette édition du Carnaval. Ce qui en est ressorti, c'est l'idée d'un espace où l'on peut être qui l'on veut, une communauté offrant aux jeunes un «safe space où ils n'ont pas besoin d'avoir de filtre», explique Karine Lavoie, directrice générale de l'organisme Cirque Hors Piste.

«Moi, je suis quelqu'un qui porte beaucoup de masques dans la vie. J'ai de la misère à être moi-même, j'essaie de "fitter" avec les autres, et le cirque, ça aide beaucoup à ne pas avoir de masque avec soi-même. Je suis capable de lâcher mon fou maintenant», témoigne Mike, qui participe à toutes les activités de Cirque Hors Piste depuis un an.

Un lieu de partage Pour la première fois depuis ses débuts, l'événement Carnaval de cirque social accueille plus d'une quarantaine de jeunes venant des quatre coins du pays. Ils représentent les écoles et les organismes qui composent le réseau Cirkaskina, qui signifie «tous ensemble» en attikamek.

Ces jeunes artistes ont participé à des ateliers pendant la fin de semaine pour monter un spectacle mettant en avant une multitude de disciplines du cirque, mais également des jeunes aux parcours riches et variés.

«L'objectif, c'est à la fois de faire une petite création collective sur deux jours avec l'aide de metteurs en scène qui travaillent avec eux, mais aussi de créer un espace d'échange entre toutes ces communautés», souligne Mme Lavoie. Se produire dans un événement de cette envergure suscite une grande fierté chez ces jeunes artistes, non sans raison. Pour certains, c'est la première fois qu'ils sont reconnus et mis en avant, ce qui constitue une réussite personnelle énorme.

«On ressent une certaine excitation et beaucoup d'adrénaline, et le fait que, présentement, on travaille très fort et très bien, ça nous permet tellement d'avoir confiance en nous au travers de ce spectacle. Honnêtement, j'ai beaucoup de confiance et de détermination, j'ai hâte de présenter ce qu'on a créé», confie Dada, un large sourire aux lèvres.

Être soi-même Au coeur de cette aventure extraordinaire se trouve le Cirque Hors Piste, un organisme unique en son genre, qui a vu le jour en 2011.



Selon Marilou Vinet, coordonnatrice de l'intervention chez Cirque Hors Piste, les arts du cirque constituent le vecteur parfait pour permettre à ces jeunes de canaliser leurs émotions, de gagner en confiance et de se reconstruire après des expériences difficiles.

«La diversité des arts du cirque permet une diversité de leviers. Chaque personne trouve quelque chose qui va l'accrocher et qui va occasionner des réussites rapides. Ce sont des personnes qui ont vécu beaucoup d'échecs qui ne relèvent pas d'eux, elles ont beaucoup de limites imposées par la société, donc réussir quelque chose, être encouragé, c'est nouveau, c'est rare dans leur vie.» Chez Cirque Hors Piste, l'intervention et la pratique du cirque se font en tandem. Toujours selon Marilou Vinet, la force de cette approche réside dans la symbiose de ces deux éléments, qui permet d'installer un terrain propice, où le cirque vient servir le social.

«Pour beaucoup, c'est le seul lieu où ils peuvent bouger et, nécessairement, tu sors de ta tête et de tes problèmes parce que tu es concentré sur le fait d'accomplir quelque chose de précis avec ton corps. Ça amène un aspect méditatif de se connecter au moment présent et d'évacuer du stress par le sport. On crée des dispositions où la personne se sent mieux: le corps est reposé, donc l'esprit est plus disponible pour autre chose.» Au-delà des formations offertes, l'organisme crée un lieu de partage pour ces personnes qui ont souvent vécu de l'exclusion sociale. Elles peuvent créer des liens de confiance et se reconnaître dans les membres de l'équipe, composée de professionnels qui ont également ce côté hors norme.

«Les backgrounds des gens qui arrivent ici sont tellement différents. Il y en a qui sont suivis en intervention depuis longtemps, mais quand ils arrivent ici, ils trouvent un terrain de jeu pour se développer. D'autres viennent de milieux très stricts, où on leur a dicté quoi faire, et ils ne savent pas qui ils sont, donc ils peuvent découvrir leurs forces ici. Et, pour certains, c'est la première fois qu'ils ont ce cadre sécuritaire avec des intervenants et ils apprennent à faire confiance aux personnes-ressources qui les entourent», ajoute Marilou Vinet.

Avec Le carnaval de cirque social, qui se tiendra lundi à la place Pasteur, de 17 h à 23 h, le Cirque Hors Piste nous rappelle que l'art a le pouvoir de transformer des vies.

[Retour à la table des matières](#)



Des intervenants sociaux déployés dans Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

LA PRESSE – 11 JUILLET 2023 – SITE WEB

PAR : ISABELLE DUCAS

<https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2023-07-11/itinerance/des-intervenants-sociaux-deployes-dans-mercier-hochelaga-maisonneuve.php#:~:text=Pour%20faire%20face%20aux%20enjeux,%C3%A0%20am%C3%A9liorer%20la%20cohabitation%20sociale.>

Pour « accroître l’inclusion sociale des personnes en situation d’itinérance et améliorer la cohabitation sociale dans l’espace public », la Ville a annoncé qu’elle verserait 1,3 million pour financer les projets de quatre organismes communautaires.

Pour faire face aux enjeux soulevés par la présence de plus en plus visible d’itinérants, l’arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (MHM) mettra en place une équipe d’intervenants sociaux, en plus d’investir 1,3 million de dollars dans quatre projets visant à améliorer la cohabitation sociale.

« Les itinérants sont plus visibles dans le quartier », fait remarquer Alia Hassan-Cournol, conseillère municipale du district Maisonneuve–Longue-Pointe. « Comme ils trouvent des ressources pour leur venir en aide, les itinérants sont attirés ici et ça cause des frictions avec les habitants du secteur, notamment près de certaines stations de métro. »

La conseillère souligne que plusieurs organismes du quartier viennent en aide aux personnes vivant des problèmes de toxicomanie et de consommation, aux travailleuses du sexe, aux demandeurs d’asile et à d’autres clientèles vulnérables.

Pour favoriser la cohabitation avec la population du quartier, la Ville de Montréal a décidé d’y déployer son Équipe mobile de médiation et d’intervention sociale (EMMIS), formée d’intervenants ayant pour mandat d’agir rapidement pour désamorcer des situations de crise, de détresse et de conflit dans l’espace public, en plus d’accompagner les personnes vulnérables vers des ressources sécuritaires.

Cette équipe, actuellement composée de 32 intervenants, est déjà active dans trois autres arrondissements : Ville-Marie, Sud-Ouest et Plateau-Mont-Royal. À terme, le but de la Ville est de desservir l’ensemble du territoire montréalais grâce à un investissement de 50 millions pour les cinq prochaines années, annoncé conjointement avec le ministère de la Sécurité publique.

Pour « accroître l’inclusion sociale des personnes en situation d’itinérance et améliorer la cohabitation sociale dans l’espace public », la Ville a aussi annoncé qu’elle verserait 1,3 million pour financer quatre projets des organismes communautaires CAP St-Barnabé, L’Anonyme, Exeko et Cirque Hors Piste.

On parle, par exemple, d’un projet pour favoriser l’employabilité des jeunes, d’activités pour améliorer le sentiment de sécurité de la population du quartier et d’une brigade de propreté.

De plus, Mme Hassan-Cournol a annoncé la prolongation du bail du refuge pour itinérants l’Étape, situé au sous-sol de l’église Sainte-Jeanne-d’Arc, géré par CAP St-Barnabé et financé par le CIUSSS du Centre-Sud-de-l’Île-de-Montréal. Cette prolongation est temporaire, le temps que la Ville trouve un autre site pour le refuge.



L'installation de cette ressource dans un quartier résidentiel, près du parc Lalancette, il y a deux ans, avait suscité de nombreuses plaintes de citoyens. CAP St-Barnabé a donc embauché des agents de sécurité pour patrouiller le secteur.

« Mais ultimement, la solution pour lutter contre l'itinérance, c'est que ces personnes aient un toit au-dessus de leur tête. On a donc besoin que nos partenaires de Québec soient au rendez-vous pour l'ajout de logements sociaux, surtout dans l'est de la métropole, parce que ça fait particulièrement dur », souligne Alia Hassan-Cournol, reprenant un message martelé à répétition par l'administration de la mairesse Valérie Plante.

[Retour à la table des matières](#)



Avec près d'un Québécois sur quatre qui déclarait une insécurité alimentaire (24 % au total, dont 14 % de façon modérée ou grave) en mars dernier, il y a fort à parier que ces grands écarts économiques se traduiront par encore plus de compromis nutritionnels dans les paniers, spécialement pour les ménages déjà fragilisés par la crise du logement et la vie chère. D'un point de vue de santé publique, il y a là un glissement alarmant dont il faudra se préoccuper urgemment.

C'est aussi un coup dur pour les banques alimentaires qui répondent chaque mois à 2,2 millions de demandes d'aide alimentaire, en hausse de 20 % depuis 2021, selon le plus récent Bilan-faim. L'aide totalisant 34 millions de dollars sur cinq ans consentie vendredi par le gouvernement Legault aux banques alimentaires tombe à point. Habitué à la plus grande frugalité, le milieu flirtait depuis plusieurs mois avec un extrême dénuement. Le voilà en mesure de se structurer et de mieux s'organiser pour faire face à cette vague qui compte des gens issus de milieux de plus en plus divers. Cela est heureux.

Évidemment, les géants de l'épicerie ont aussi un examen de conscience à faire. Personne n'est dupe. En prétendant nous confier la bride de nos économies avec leurs programmes de fidélité de plus en plus sophistiqués et leurs rabais sur mesure — gracieuseté des données qu'on leur partage les yeux fermés —, ils ne font que nous prendre un peu plus profondément dans les rets de leur immense filet. Acheter plus pour économiser plus, c'est encore acheter. Et c'est même souvent trop acheter.

Si détestable soit-il, cet appétit ne suffit pas pour autant à attribuer aux Loblaws, Sobeys et Metro de ce monde la seule responsabilité d'une inflation alimentaire qu'ils auraient sciemment gonflée à leur avantage. Ce discours, très courant dans certains milieux, a récemment été démonté, en partie du moins, par le Bureau de la concurrence. Dans son rapport de l'étude de marché sur l'épicerie de détail dévoilé fin juin, il explique que nombre de facteurs extérieurs (au premier chef la pandémie et la guerre en Ukraine) ont bel et bien joué un rôle sur les prix des aliments.

Cela admis, le Bureau note que le très petit nombre de géants alimentaires tient néanmoins les consommateurs dans un état de relative domination. Ce qui finit par se faire significativement sentir dans leurs poches, et ce, même si «les marges brutes des produits alimentaires ont généralement augmenté de façon modeste». Il conclut donc que «le Canada a besoin de solutions pour maîtriser le prix du panier d'épicerie» et que l'«augmentation de la concurrence est un élément clé de la solution». Bien.

Mais soutenir l'arrivée de nouveaux types d'entreprises dans le secteur de l'épicerie, notamment en ligne, et favoriser la croissance des épiciers indépendants comme l'entrée des épiciers internationaux sur le marché canadien prendra du temps, beaucoup de temps. Surtout, cela va nécessiter plus de vigilance et de surveillance, y compris du Bureau lui-même, qui devra multiplier ses enquêtes pour pleinement jouer son rôle de chien de garde.

Reste que c'est toute la chaîne de l'alimentation qu'il faudrait mieux structurer et valoriser si on veut retrouver un panier de denrées plus conséquent avec nos portefeuilles. On a encore énormément de croûtes à manger en matière de gestion — et surtout de gaspillage — alimentaire. Le gouvernement Legault, qui répète souvent combien il a à cœur de renforcer l'autonomie alimentaire des Québécois, gagnerait à encourager, voire à carrément forcer des révolutions porteuses en ces deux matières.



Il pourrait aussi s'atteler à étudier une fois pour toutes l'impact que pourrait avoir la régulation des prix d'une sélection de produits de base comme le demande la Table sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain. Ottawa pourrait pour sa part mener un examen sur l'élimination de la date de péremption, une voie qui est de plus envisagée pour favoriser une utilisation plus intelligente des denrées achetées et produites.

Ce ne sera pas en vain, qu'importe le temps que ces révolutions prendront à se mettre en branle. Avec les changements climatiques qui bouleversent les productions locales et mondiales, ce n'est pas demain la veille que la pression sur l'alimentation va tomber.

[Retour à la table des matières](#)



Lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale : le RASST dépose son mémoire

INFO DIMANCHE – 14 JUILLET 2023 – SITE WEB

<https://www.infodimanche.com/actualites/actualite/514690/lutte-a-la-pauvrete-et-a-l'exclusion-sociale-le-rasst-depose-son-memoire>

Dans le cadre de la consultation publique de la ministre de la Solidarité sociale et de l'action communautaire, Chantal Rouleau, en vue d'élaborer le 4e plan de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, le Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata (RASST) a déposé un mémoire concernant le gain de travail permis à l'aide sociale.

Pour l'organisme, il était important de signaler les contraintes à l'aide sociale que les personnes vivent quand il s'agit d'obtenir un gain par le travail dans le cadre réglementaire actuel.

Le gain de travail permis pour une personne recevant l'aide de dernier recours est de 200 \$ actuellement et ce montant n'a pas été revu à la hausse depuis près de 35 ans. De plus, le gouvernement coupe chaque dollar supplémentaire à 100 %. Le RASST veut attirer l'attention de la ministre sur le fait que seul le Québec est la seule province du Canada qui coupe systématiquement le gain supplémentaire. Toutes les autres provinces encouragent les personnes à travailler davantage en coupant partiellement ces montants de sorte que plus une personne travaille, plus elle voit ses revenus augmenter jusqu'à sortir graduellement de l'aide sociale.

Le RASST demande aussi à la ministre de revoir la réglementation concernant la déclaration des gains. D'après l'organisme, le processus est inutilement complexe et génère des coûts de gestion astronomiques autant pour l'État que pour les personnes. Ce processus est un facteur de stress inutile pour les personnes qui en sont victimes, souligne le RASST. L'organisme demande à la ministre de s'inspirer du nouveau Programme de revenu de base afin d'élaborer une politique à cet égard.

Ce mémoire a obtenu l'appui d'organisations nationales dont le Front commun des personnes assistées sociales du Québec, le Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté du Québec, le Mouvement d'éducation et d'action communautaire du Québec et la CSN par le Conseil central du Montréal métropolitain de même que de nombreuses organisations locales de partout au Québec.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



Forte augmentation de la faim au tigre selon l'ONU

AFRICANEWS – 5 JUILLET 2023 – SITE WEB

By Rédaction Africanews avec AFP

<https://fr.africanews.com/2023/07/05/ethiopie-forte-augmentation-de-la-faim-au-tigre-selon-lonu/>

Le nombre de personnes souffrant de malnutrition sévère au Tigré, région dévastée par la guerre du nord de l'Éthiopie, a fortement augmenté et la situation devrait empirer, selon l'ONU.

Dans un rapport diffusé lundi, OCHA, l'agence humanitaire de l'ONU, estime que quelque 8,8 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire dans le nord de l'Éthiopie, sans compter les millions d'autres affectées par la sécheresse dans le sud et le sud-est.

Un accord signé en novembre 2022 entre le gouvernement et les rebelles tigréens a mis fin à deux ans de conflit, permettant à l'aide d'arriver lentement, mais la région a signalé "une forte augmentation des cas" de patients souffrant de complications dues à la sous-nutrition.

En avril 2023, par rapport à avril 2022, "les admissions pour malnutrition sévère au Tigré ont augmenté de 196%", selon le rapport, qui pointe que ces chiffres peuvent être "partiellement attribuables à un meilleur accès aux installations sanitaires".

Dans tout le pays, OCHA note une hausse de 15% des "admissions pour malnutrition aiguë" entre janvier et avril par rapport à la même période en 2022.

Au Tigré, l'agence de l'ONU craint en outre "une dégradation de l'insécurité alimentaire parmi les groupes vulnérables de la population, après la suspension des distributions de nourriture à cause de signalements d'importants détournements de l'aide alimentaire humanitaire".

Suspension de l'aide alimentaire

Le Programme alimentaire mondiale (PAM) des Nations unies et USAID, l'agence américaine de développement, ont suspendu en juin leur aide alimentaire au deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, estimant qu'une large part de la nourriture était détournée.

La "pause temporaire de l'aide alimentaire au Tigré" impacte "négativement des taux de malnutrition déjà élevés", déplore OCHA. Les quelque six millions de Tigréens subissent des pénuries alimentaires depuis plus de deux ans.

Durant la guerre, des enquêteurs de l'ONU ont accusé le gouvernement éthiopien de délibérément affamer les civils en imposant un blocus à la région. Les ONG humanitaires évoquaient alors des conditions de famine.

Le gouvernement éthiopien a nié, accusant les autorités rebelles du Tigré de réquisitionner l'aide alimentaire pour leur effort de guerre. Une pause temporaire dans les combats, entre mars et août 2022, a permis à certaines marchandises d'arriver dans la région dévastée avant de nouvelles violences. Les armes se sont finalement tues en novembre. Quelque 20 millions de personnes en Éthiopie dépendent de l'aide alimentaire, selon OCHA.

[Retour à la table des matières](#)



INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE : UN TIERS DE LA POPULATION MONDIALE CONCERNÉ

CCFD TERRE SOLIDAIRE – 12 JUILLET 2023 – SITE WEB

Par : Patrick Piro

<https://ccfd-terresolidaire.org/insecurite-alimentaire-un-tiers-de-la-population-mondiale-concerne/>

Les indicateurs de la faim et de la malnutrition dans le monde ne sont pas revenus à leur niveau d'avant-Covid constate l'inquiétant rapport Sofi 2023 réalisé par la FAO. En Afrique notamment, l'urbanisation croissante tend à fragiliser encore plus les populations vulnérables.

C'est un ton de déception qui plane sur l'édition 2023 du très attendu rapport annuel Sofi de la FAO : l'agence onusienne pour l'alimentation et l'agriculture espérait que les indicateurs de la faim et de la malnutrition dans le monde, qui avaient bondi de manière très alarmante pendant la pandémie de covid, reviendraient à leur niveau d'avant.

Hélas, il n'en est rien. En 2022, 9,2 % de la population mondiale a souffert de sous-alimentation. Et si le chiffre se stabilise, par rapport à 2021 (9,3 %), c'est bien au-dessus de 2019 (7,9 %).

Ainsi, entre 691 et 783 millions de personnes ont connu la faim l'an dernier, soit 122 millions de plus qu'avant la crise covid — et l'on en attribue que 20 % aux conséquences de la guerre en Ukraine. Près de 30 % de la population mondiale (2,4 milliards de personnes), sont en insécurité alimentaire, d'abord des femmes et des habitants des zones rurales, et 42 % souffrent d'une alimentation déséquilibrée (sous ou sur-poids, maladies, etc.).

30% De la population mondiale en insécurité alimentaire
9,2 % De la population mondiale souffre de malnutrition

LES PAYS OÙ LA FAIM AUGMENTE LE PLUS

La situation continue de se dégrader en Afghanistan et au Moyen-Orient, ainsi que dans la Caraïbe, notamment en Haïti. Mais c'est en Afrique que l'insécurité alimentaire augmente et concerne désormais 60,9 % de la population.

EN AFRIQUE, L'URBANISATION AGGRAVE LA CRISE ALIMENTAIRE

Le rapport Sofi a mis l'accent cette année sur le phénomène de l'urbanisation, une nouvelle « méga-tendance » dont l'extension tend à estomper la frontière entre la ville et les campagnes environnantes.

Si les évolutions induites sur la demande et l'offre alimentaire, dans ce continuum, sont déjà bien visibles en Asie et en Amérique latine, elles s'accroissent désormais en Afrique. L'étude en a analysé les conséquences dans 11 pays de continent, à budget alimentaire élevé (Côte d'Ivoire, Éthiopie, Mali, Nigeria, Sénégal) et bas (Bénin, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Malawi, Niger, Togo).

TOUJOURS PLUS DE PRODUITS TRANSFORMÉS

Et les conclusions viennent percuter l'idée reçue traditionnelle qui voudrait que la part achetée de la consommation alimentaire soit minimale pour les ménages les plus ruraux, fréquemment paysans : au sein de la population du continuum rural-urbain, même éloignée d'un centre urbain,



les achats alimentaires sont « étonnamment élevés » (plus de 50 %), supérieurs à l'auto-production (de 33 à 37 %), relève le rapport.

Le contenu des « paniers » tend à s'homogénéiser : les aliments transformés sont bien présents dans les marges rurales, même si c'est moins marqué que dans les centres urbains. La part de légumes, fruits, graisses et huiles diffèrent peu entre les différentes zones.

L'ALIMENTATION DE MOINS EN MOINS SAINES DANS LES CAMPAGNES

Cette dépendance croissante aux aliments achetés, dans les zones périurbaines et rurales, éloigne de plus en plus l'horizon d'une alimentation équilibrée. Un régime qui, bien que globalement moins onéreux, reste systématiquement moins accessible que dans les centres urbains, privilégiés par les canaux de commercialisation.

Le rapport a évalué que les ménages à faible revenu devraient doubler leurs dépenses pour s'assurer une alimentation saine, avec des conséquences sanitaires négatives d'autant plus marquées pour les enfants. Pour autant, les zones urbaines, dans plusieurs de ces pays africains, affrontent souvent des problèmes d'insécurité alimentaire modérée ou grave.

LES OMISSIONS DU RAPPORT SOFI

SI NOUS PARTAGEONS LE TON ALARMISTE DE LA FAO, NOUS N'EN SOMMES PAS MOINS SÉVÈRES AVEC SES RECOMMANDATIONS POLITIQUES, QUI TRANCHENT PAR LEUR FAIBLESSE FACE À L'AMPLEUR DU PROBLÈME.

LORINE AZOULAI, CHARGÉE DE PLAIDOYER SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AU CCFD-TERRE SOLIDAIRE

L'objectif d'éradiquer la faim en 2030, comme souhaité par les Objectifs de développement durable de l'ONU semble s'éloigner définitivement.

En particulier, le rapport omet complètement la responsabilité de la spéculation financière sur la hausse des prix des denrées, qui a été particulièrement élevée en Afrique du Nord et de l'Est.

Par ailleurs, les mécanismes de régulation des systèmes agro-alimentaires ne sont pas évoqués, et l'agroécologie est quasiment absente de préconisations privilégiant le une « innovation technologique » peu compatible avec tout projet de système alimentaire résilient et encore moins souverain pour l'Afrique, entre autres.

Enfin, pas un mot sur l'asymétrie d'un rapport de force qui désavantage lourdement les ménages petits producteurs et les PME face à l'agroindustrie et ses intérêts.

[Retour à la table des matières](#)



ANGÉLIQUE KIDJO REÇOIT LE PRIX NUITS D'AFRIQUE POUR LA FRANCOPHONIE

L'INITIATIVE – 14 JUILLET 2023 – SITE WEB

<https://linitiative.ca/angelique-kidjo-recoit-le-prix-nuits-dafrique-pour-la-francophonie/>

Le Festival international Nuits d'Afrique rend hommage à la flamboyante chanteuse franco-béninoise Angélique Kidjo en lui décernant le Prix Nuits d'Afrique pour la Francophonie. Au lendemain d'une performance remarquable qu'elle a livrée au public montréalais en ouverture du Festival, Angélique Kidjo recevra aujourd'hui cet honneur lors d'une cérémonie protocolaire, à l'hôtel de ville de Montréal, en présence de nombreux invités.

Depuis plus de 40 ans, Angélique Kidjo est une artiste et ambassadrice iconique de l'Afrique. Elle se distingue autant par sa production musicale prolifique que par sa voix puissante, sa présence scénique époustouflante et ses collaborations prestigieuses.

Fille spirituelle de Myriam Makeba et de Celia Cruz, Angélique Kidjo incarne la diversité et l'union des peuples. Compositrice et interprète, elle est reconnue à la fois pour ses multiples hymnes tels que Adouma, Batonga et We We et pour ses albums griffés par les Grammy's : Oyo et Djin Djin. La reine étoilée franco-béninoise s'est hissée avec panache à l'international, raflant au total cinq Prix Grammy au fil de sa dense carrière jusqu'à remporter, tout récemment, le Prix Polar 2023.

« Je suis vraiment émue de recevoir ce prix de la Francophonie qui est chère à mon cœur à Montréal, cette ville où je me sens si bien, comme à la maison ! » – ANGÉLIQUE KIDJO

LE PRIX NUITS D'AFRIQUE POUR LA FRANCOPHONIE

Une distinction honorifique qui rayonne dans le monde

Créé en 2016, lors du 30^e anniversaire du Festival, le PRIX NUITS D'AFRIQUE POUR LA FRANCOPHONIE est décerné à un artiste au rayonnement international, qui incarne une vision rassembleuse de la Francophonie et de la diversité des expressions culturelles de l'Espace francophone international.

Ce prix met également en relief les valeurs universelles de paix, de coopération et de développement durable véhiculées par le Festival et son président-fondateur, Lamine Touré, Compagnon des Arts et des Lettres du Québec, Membre de l'Ordre du Canada et Chevalier de l'Ordre national du Québec, pour qui le vivre-ensemble est la pierre d'assise de ce festival qui favorise un dialogue interculturel dans l'ensemble de la population.

Depuis sa création le PRIX NUITS D'AFRIQUE POUR LA FRANCOPHONIE a été décerné à Manu Dibango (2016), Amadou et Mariam (2017), Sékouba Bambino (2018), Salif Keita (2019) et Tiken Jah Fakoly (2022) après 2 années d'interruption en raison de la pandémie.

Le Prix Nuits d'Afrique pour la Francophonie est décerné par le Festival international Nuits d'Afrique, en partenariat avec le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec et la Ville de Montréal.



« L'art est essentiel dans notre société et la musique est un art rassembleur. L'appui de mon ministère vient souligner l'important travail des organisateurs du Festival Nuits d'Afrique, un rendez-vous formidable qui nous permet d'aller à la rencontre de cultures d'Afrique, des Antilles et de l'Amérique latine. Cet appui vient renforcer les liens avec les différentes diasporas africaines présentes au Québec. Je suis enchantée que le Prix Nuits d'Afrique pour la Francophonie 2023 soit remis à une artiste aussi talentueuse et avec une carrière aussi prolifique que Madame Angélique Kidjo. » Martine Biron, ministre des Relations internationales et de la Francophonie et ministre responsable de la Condition féminine.

« C'est un honneur de recevoir, à l'hôtel de ville de Montréal, Mme Angélique Kidjo, afin de lui remettre le prix Nuits d'Afrique pour la Francophonie. Depuis maintenant 40 ans, Angélique Kidjo s'est imposée comme une ambassadrice iconique de l'Afrique, en plus de se distinguer par sa musique prolifique et sa voix puissante. Forte de son rôle d'ambassadrice de l'UNICEF depuis 2002, la voix unique de Mme Kidjo se fait d'ailleurs entendre partout dans le monde et transforme les parcours de jeunes filles, de femmes et de communautés. Ce parcours inspirant lui vaut aujourd'hui le prix Nuits d'Afrique pour la Francophonie, qui permet de souligner sa vision rassembleuse de la Francophonie et de la diversité des expressions culturelles. Félicitations! », a déclaré Dominique Ollivier, présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal et responsable de la langue française.

LE FESTIVAL INTERNATIONAL NUITS D'AFRIQUE – 37e édition

Du 11 au 23 juillet 2023 – Dans plusieurs salles dont le mythique Club Balattou

Du 18 au 23 juillet 2023 – 6 JOURS de concerts et d'activités gratuites pour toute la famille, sur le site extérieur au Quartier des Spectacles à Montréal.

Depuis 37 ans, le Festival international Nuits d'Afrique est parmi les événements majeurs les plus attractifs de la saison estivale montréalaise, un lieu d'échange et de partage où se côtoient les grands noms de la scène internationale et les nouvelles générations d'artistes.

[Retour à la table des matières](#)



Nigeria : le président Bola Tinubu déclare l'état d'urgence sur la sécurité alimentaire

AGENCE ECOFIN – 14 JUILLET 2023 – SITE WEB

Par : Charlène N'dimon (stagiaire)

<https://www.agenceecofin.com/economie/1407-110301-nigeria-le-president-bola-tinubu-declare-letat-durgence-sur-la-securite-alimentaire>

Au Nigeria, le secteur agricole est confronté à une série de défis qui impactent considérablement les prix et l'accessibilité des denrées alimentaires à de nombreux ménages. Un état d'urgence a donc été décrété par le chef d'Etat afin d'apporter une réponse efficace à cette situation.

Le président nigérian Bola Tinubu a déclaré l'Etat d'urgence sur la sécurité alimentaire dans un contexte de hausse de l'inflation dans le pays. L'information émane d'un communiqué de la présidence publié jeudi 13 juillet.

Selon le communiqué, le président Tinubu « n'est pas sans savoir que le coût des denrées alimentaires est en hausse et que cela affecte les citoyens. » De plus, il fait savoir que « si la disponibilité n'est pas un problème, l'accessibilité financière est un problème majeur pour de nombreux Nigériens dans toutes les régions du pays ».

Face à cette situation de crise, un certain nombre d'initiatives seront déployées très prochainement pour inverser la tendance inflationniste et garantir un approvisionnement ininterrompu d'aliments abordables aux Nigériens ordinaires, indique la note d'information.

Il s'agit entre autres, de la fourniture d'engrais et de céréales aux agriculteurs et aux ménages pour atténuer les effets de la suppression des subventions et de la création d'un Conseil national des produits pour examiner et évaluer en permanence les prix des denrées alimentaires, cela afin de maintenir une réserve alimentaire stratégique. Il sera également question de déployer des financements concessionnels dans le secteur, en particulier pour les engrais, la transformation, la mécanisation, les semences, les produits chimiques, l'équipement, les aliments pour animaux, et pour la main-d'œuvre.

Le secteur agricole de ce pays ouest-africain est confronté à une série de défis, notamment le conflit en Ukraine, les affrontements entre agriculteurs et éleveurs, les effets du changement climatique, l'accès limité aux techniques agricoles modernes qui ont eu un impact significatif sur la production alimentaire et ont entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires.

Selon les données du Bureau national des statistiques (NBS), le taux d'inflation des produits alimentaires en mai 2023 était de 24,82 % en glissement annuel, contre 19,50 % en mai 2022. « La hausse de l'inflation alimentaire en glissement annuel est due à l'augmentation des prix de l'huile et de la graisse, de l'igname et d'autres tubercules, du pain et des céréales, du poisson, des pommes de terre, des fruits, de la viande, des légumes et de l'alcool », a précisé le NBS.

Pour l'exécutif nigérian, l'un des principaux résultats positifs de ces interventions d'urgence sera l'augmentation massive de l'emploi et de la création d'emplois. En effet, « l'agriculture représente déjà environ 35,21% de l'emploi au Nigeria (en 2021), l'objectif est de doubler ce pourcentage à environ 70% à long terme », a-t-il ajouté

[Retour à la table des matières](#)